

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/BEL/32

21 Octobre 2002

(02-5749)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

## NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>BELGIQUE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Ministère des finances Cabinet du Ministre Rue de la Loi, 12 B – 1000 BRUXELLES M. MONSEU Claude Conseiller du Ministre des Finances  Tél: + 32 2 233 80 64 Fax: + 32 2 233 80 16 <b>Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:</b>
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Les appareils photos jetables
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Arrêté royal relatif aux modalités d'application de la preuve de collecte, de triage et de la réutilisation et/ou du recyclage des appareils photos jetables.
6.	<b>Teneur:</b> Ce projet tend à fixer les modalités d'application des dispositions reprises à l'article 376, § 2, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat. En effet, depuis le 1er janvier 1996, les appareils photos jetables, soumis à un système de collecte, peuvent bénéficier de l'exonération de l'écotaxe de 300 francs par appareils (7,4368 euros) à condition que le système de collecte permette d'assurer que les appareils réceptionnés auprès des laboratoires de développement en Belgique sont réutilisés ou recyclés, soit en Belgique, soit à l'étranger, à concurrence d'au moins 80 %.
7.	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> Le projet d'arrêté royal tend à finaliser les modalités d'application que le Roi était tenu de fixer lors de la mise en application de la loi. Or, à ce jour, ces modalités d'application n'existent pas et un vide juridique s'est créé depuis lors. Il s'agit donc ici de combler ce vide juridique.

<b>8.</b>	<b>Documents pertinents:</b>
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> } 60 jours
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b>
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme: CIBELNOR